



## En quête de justice au Guatemala

À l'automne 2006, Alison Crosby et Samantha McGavin, d'Inter Pares, se sont rendues au Mexique, au Guatemala et au Salvador. Nous présentons ici des extraits du journal de voyage de Samantha sur la portion guatémaltèque de leur périple.

Quand il est question d'Amérique latine à Inter Pares, il me semble qu'on parle toujours de routes cahoteuses... et maintenant, je sais pourquoi! Ça fait une semaine qu'Alison et moi roulons sur les routes interminables, accidentées et balayées par les vents de la campagne du Chiapas, dans le sud du Mexique; nous nous apprêtons à traverser la frontière du Guatemala où nous passerons la semaine.

Cela fait près de trente ans qu'Inter Pares et Project Counselling Service (PCS), notre homologue, travaillent ensemble en Amérique latine à soutenir les populations touchées par les conflits armés qui ont dévasté la région. Dans le cadre de ce travail, Inter Pares collabore étroitement avec PCS sur une base quotidienne – planification des activités, élaboration de stratégies sur l'orientation future des programmes, recherche de financement et quête d'appuis politiques. Alison, la personne responsable du programme dans la région se rend au bureau régional de PCS pour l'Amérique centrale et le Mexique (CAMEX) au moins deux fois l'an et, en compagnie de gens de PCS, elle visite les homologues d'Inter Pares au Mexique, au Guatemala, au Salvador et au Nicaragua. À titre de responsable de la collecte de fonds, je l'accompagne pour avoir une idée concrète de ce travail dont j'ai tellement entendu parler et pour apporter le message de solidarité de nos partisans et de nos partisans du Canada.

### Huehuetenango

Huehuetenango, dans la zone occidentale du Guatemala en bordure du Mexique, est l'un des départements les plus riches sur le plan des cultures et des langues autochtones. C'est aussi l'une des régions qui a le plus souffert de la violence pendant les quatre décennies de conflit armé. On sent partout la présence des communautés réfugiées de retour à Huehuetenango. PCS vient d'y ouvrir un bureau local pour soutenir les personnes touchées par la violence dans le cadre des processus locaux de démocratisation et d'édification de la paix, notamment ceux qui favorisent la participation des femmes et des autochtones.

Nous sommes à Huehuetenango pour participer à un forum organisé par PCS, le *Forum national sur les expériences latino-américaines de vérité, justice et réparation*, qui réunit des organismes de la société civile oeuvrant à l'échelle locale et nationale. L'auditoire comprend aussi des figures politiques importantes, comme la directrice du programme



Participant au Forum national sur les expériences latino-américaines de vérité, justice et réparation.

national de réparation (PNR), mis sur pied à l'instigation de la Commission de la vérité pour compenser les victimes de violations des droits de la personne pendant le conflit. Nous écoutons ensemble des exposés sur les divers aspects de la réparation – sur le plan juridique, symbolique et matériel, comme sur celui de la santé mentale – à la fois au Guatemala et ailleurs en Amérique latine. Angélica Lopéz est une activiste maya de *Consortio Actoras de Cambio* (Consortium des agentes pour le changement), une coalition qui offre soutien et accompagnement psychosocial aux victimes de torture. Elle parle de la violence faite aux femmes pendant le conflit et des terribles répercussions qu'elle exerce non seulement sur les femmes, mais aussi sur leur famille et leur communauté.

Ce forum est un rassemblement important pour la société civile de Huehuetenango – l'occasion d'apprendre, de dialoguer et d'élaborer des stratégies en vue d'influencer le PNR et d'y participer. À la fin du forum, les participantes et les participants conviennent de créer une table ronde locale pour coordonner leur travail afin que le point de vue des personnes le plus durement touchées par le conflit armé soit inclus dans toutes les discussions relatives aux réparations à l'échelle nationale.

### La ville de Guatemala

Guatemala est une cité tentaculaire par rapport à Huehuetenango; c'est aussi une ville dangereuse. La société civile estime qu'une grande partie de la violence qui règne à Guatemala est le résultat direct du conflit armé. On tue les

## Briser le silence

Il y a plusieurs années, Inter Pares a organisé un échange entre des femmes du Guatemala et de la Birmanie dont la vie a été profondément ravagée par la guerre. Elles se sont rencontrées dans des camps de réfugiés surpeuplés en bordure de la frontière qui sépare la Thaïlande et la Birmanie et dans des communautés isolées de réfugiés de retour au Guatemala. Elles ont parlé de la lutte quotidienne pour avoir leur mot à dire dans les décisions qui affectent leur vie. Elles ont exprimé le désir de participer à l'édification de communautés plus pacifiques et plus justes pour elles et pour leur famille.

Au-delà des barrières de la langue et de la culture, Guatémaltèques et Birmanes se sont trouvés plusieurs points communs, tant dans la brutalité de la violence qu'elles ont vécue que dans leur force et leur détermination à changer les choses. Lors d'un atelier dans un camp de réfugiés en Thaïlande, Vicenta a raconté comment, petite fille, elle a dû se cacher dans la jungle avec sa famille pour échapper aux soldats guatémaltèques. Les autres hochaient la tête quand elle racontait leur fuite devant les hélicoptères de l'armée. Pendant la visite du camp, les Guatémaltèques ont été inspirées de l'idée des Birmanes d'établir une maison où les survivantes de violence familiale pouvaient vivre en toute sécurité. Chacune a tiré de la force et de l'espoir des gestes de courage de ses compagnes.

Pendant l'échange, l'un des sujets abordé en priorité a été le recours au viol en tant qu'arme de guerre. Dans les sociétés déchirées par un conflit armé, un profond silence entoure les violences sexuelles que l'on fait subir aux femmes de manière systématique. En temps de conflit, on s'attaque au corps des femmes pour humilier la communauté ennemie et déchirer le tissu social. Les membres du Réseau d'action des femmes Shan ont décrit leurs années d'efforts pour documenter l'utilisation du viol par la junte birmane – elles venaient de publier le rapport *License to Rape*, qui avait secoué la communauté internationale. Cet ouvrage sans précédent a servi d'outil et de source d'inspiration quand Inter Pares, Project Counselling Service (PCS) et les organismes guatémaltèques ont abordé cette problématique au Guatemala.

Les femmes du Guatemala ont gardé le silence pendant plus de vingt ans, taisant l'angoisse de ce qu'elles ont vécu pendant la guerre, de peur d'encourir le blâme et la stigmatisation de leur famille, de leur communauté et de la société si elles révélaient leur secret. Petit à petit, avec le soutien constant d'un groupe de femmes et d'activistes des droits de la personne, certaines commencent pourtant à se libérer des fantômes du passé, pour dénoncer le recours à la violence sexuelle comme arme de guerre et entamer un processus de guérison. Dans un pays où on a toujours contesté ce qui était vraiment arrivé pendant la guerre, un pays où règne encore le non-dit, les mots ont un pouvoir difficile à imaginer. Les survivantes apprivoisent la parole, dans leurs propres mots et leur propre langue, pour comprendre ce qui leur est arrivé en tant que femmes et en tant qu'autochtones. Et pour réclamer justice et réparation.

Inter Pares et PCS collaborent avec trois principaux homologues dans le cadre de ce programme : *Actoras de Cambio*, le Centre d'action juridique pour les droits de la

personne et l'Institut d'études en criminologie comparée au Guatemala. En plus d'offrir du soutien psychologique aux survivantes, un élément important du programme consiste à sensibiliser la société guatémaltèque à l'utilisation de la violence sexuelle comme arme de guerre. Ces organisations veillent à ce que le Programme national de réparation traite les femmes victimes de violence sexuelle avec attention et avec respect et leur offre des mesures de réparation pour les crimes qu'elles ont subis. Elles font aussi du travail préliminaire en vue de poursuivre les auteurs des actes de violence sexuelle pendant la guerre. En novembre 2006, elles ont présenté devant une salle bondée de la ville de Guatemala les résultats d'une recherche sans précédent sur les modèles de violence sexuelle pendant la guerre au Guatemala, ainsi que le cadre juridique éventuel de poursuites devant les tribunaux.

Plusieurs font valoir qu'il faut oublier le passé et se tourner vers l'avenir. Pour les millions de Guatémaltèques qui souffrent encore des conséquences de la guerre, il est impensable de songer à l'avenir sans d'abord redresser les torts du passé. Inter Pares, ses partisanes et ses partisans s'unissent aux survivantes guatémaltèques et aux organisations qui les accompagnent dans leur volonté de réclamer justice pour la violence commise contre les femmes par des hommes armés. Et c'est là que réside l'espoir d'un avenir meilleur.

*Nous voulons remercier l'Unité de paix et de sécurité de l'Agence canadienne de développement international (ACDI), la Congrégation Notre-Dame, le Fonds commémoratif Howard C. Green ainsi que les milliers de Canadiennes et de Canadiens qui soutiennent ce travail.*

### GUATEMALA – QUELQUES FAITS ET CHIFFRES

Le Guatemala compte environ 12 millions d'habitantes et d'habitants, répartis en 25 groupes sociolinguistiques, dont 22 d'origine maya. Avec plus de 60 % de la population du Guatemala, les communautés autochtones forment la majorité, mais elles sont aussi les plus pauvres et les plus marginalisées des Guatémaltèques. Elles ont été la cible avouée de la violence qui a dévasté le pays pendant 36 ans, orchestrée le plus souvent par les dictatures militaires qui se sont succédé après qu'un coup d'État appuyé par les États-Unis en 1954 eut évincé le gouvernement démocratiquement élu. Le rapport de la Commission de la vérité des Nations unies, lancé en 1999, a établi qu'au plus fort du conflit armé, cette violence constituait un génocide contre la population autochtone. Plus de 200 000 personnes ont été tuées ou sont « disparues » et il y a eu jusqu'à deux millions de personnes déplacées à l'intérieur du territoire ou hors frontières – le tiers de la population du pays à l'époque.

## Notes tirées d'un *encuentro*

En mai 2007, une soixantaine de personnes se sont réunies dans un magnifique vieux couvent d'Antigua, au Guatemala, pour aborder un sujet qui a touché la vie de tant de femmes partout dans le monde : l'utilisation de la violence sexuelle en tant qu'arme de guerre. Activistes, universitaires, juristes et psychologues du Guatemala, de Colombie, du Pérou, du Chili et du Costa Rica, comme du Canada et des États-Unis, se sont rassemblées pour trouver des moyens de soutenir les survivantes de ce crime terrible dans leur quête de justice et de réparation, à leurs propres conditions.

Briser le silence qui entoure la question de la violence sexuelle comme arme de guerre peut être un travail solitaire, frustrant et dangereux. Cette rencontre répondait au besoin de rompre l'isolement typique des sociétés déchirées par la militarisation et la violence. Ce fut l'occasion unique de tisser des rapports d'apprentissage et de soutien mutuels.

Pendant deux jours et demi, les participantes ont partagé les méthodes de guérison, tirées du domaine de la psychologie et de la psychiatrie occidentales et notamment de celui des cultures et expériences autochtones. Elles ont discuté de la création de processus axés sur les besoins des survivantes de la violence sexuelle en matière de santé mentale, tenant compte du fait que les familles et les communautés où vivent ces femmes ont été profondément perturbées par des décennies de guerre. Cette situation a tissé des rapports complexes. Ainsi, dans plusieurs communautés guatémaltèques, les auteurs des violences et leurs victimes vivent souvent côte à côte et certains sont à la fois bourreaux et victimes – un obstacle de taille pour toute approche de guérison fondée sur la communauté. Les participantes ont aussi considéré les frustrations et les dangers inhérents aux poursuites judiciaires qui traînent en longueur et leurs répercussions sur les victimes, pour éviter que ces processus les victimisent à nouveau.

La guerre s'est terminée officiellement en 1996, avec la signature des accords de paix entre l'État et les insurgés. Dix ans plus tard, les crimes passés et présents restent cependant impunis. Le système judiciaire manque d'indépendance, la corruption est généralisée et il n'y a pas de volonté politique de s'opposer aux violations des droits de la personne et mettre fin à l'impunité. Les profondes inégalités qui ont exacerbé le conflit existent toujours et plusieurs responsables de graves violations des droits de la personne lors du conflit armé sont toujours au pouvoir. À l'échelle de la communauté, les auteurs de crimes de guerre et leurs victimes continuent souvent de vivre côte à côte.



Cérémonie du souvenir maya lors de l'*encuentro* sur la violence sexuelle en tant qu'arme de guerre.

Omniprésente tout au long du séminaire était la conscience de plus en plus aiguë de l'escalade de la violence au Guatemala. Les participantes guatémaltèques et le personnel local de PCS sont régulièrement la cible d'attaques et de manœuvres d'intimidation en raison de leur travail sur la violence sexuelle dans les conflits armés. Ce travail remet en question les structures bien ancrées de l'impunité et de l'injustice au Guatemala et en cela, il menace les coupables et les puissants, qui réagissent souvent par la violence. La sécurité des personnes était un thème central du séminaire.

Vu les dangers et les difficultés de ce travail, il faut se protéger l'une l'autre, aider les aidantes qui portent en elles tant de récits de douleur et d'angoisse. Le séminaire a offert aux praticiennes un lieu de soutien mutuel et de guérison. Par le théâtre, la fabrication de masques et la danse, les femmes ont pu se libérer un peu de ce fardeau qui les affecte au plus profond d'elles-mêmes. On a versé bien des larmes de tristesse, de fatigue et de rire. Après avoir passé quelques jours ensemble, parlé du travail, partagé des stratégies et appris l'une de l'autre, les participantes ont vu qu'elles n'étaient pas toutes seules. Elles ont senti que bien d'autres éprouvaient la même douleur et la même colère devant les ravages de la guerre et la même détermination de faire quelque chose, de travailler en vue d'un changement à la fois profond et durable.

À la fin du séminaire, au milieu des masques multicolores et pourtant terriblement tristes fabriqués la veille pour aider chacune à exprimer ce que signifiait pour elle la violence sexuelle, les participantes ont fait le bilan des connexions établies pendant ces quelques jours. Elles ont aussi discuté des moyens de les renforcer, pour donner à toutes les moyens de travailler ensemble à l'avenir. Ce fut bien plus qu'un séminaire, ce fut un *encuentro*, une communion, le partage du courage et de la détermination, l'expression de la solidarité et du soutien mutuel.

*Ce séminaire a été organisé dans le cadre du programme régional d'Inter Pares en Amérique latine sur la violence sexuelle pendant les conflits armés, qui bénéficie du soutien financier de l'Unité de paix et de sécurité de l'ACDI et l'appui de milliers de Canadiennes et de Canadiens.*



Samantha McGavin et Flory Yax de PCS.

femmes pauvres et marginalisées dans ce que l'on qualifie de « *fémicide* »; on pense que ces crimes font partie d'un projet de nettoyage social imputable à des tueurs liés à des structures paramilitaires clandestines n'ayant pas été démantelées. Les hommes qui ont quitté les structures militaires ou paramilitaires sont aussi des recrues idéales pour les gangs criminels; le crime organisé est infiltré partout et on soupçonne qu'il a contaminé les échelons les plus élevés du gouvernement et du monde des affaires. Il est dangereux de provoquer ces structures et de réclamer justice pour les crimes de guerre. Celles et ceux qui défendent les droits de la personne reçoivent des menaces et se font attaquer; ils poursuivent leur travail en redoublant de prudence et une grande partie des efforts d'Inter Pares consiste à sensibiliser la communauté internationale à ce qu'ils vivent afin d'aider à les protéger.

À Guatemala, nous rencontrons le personnel de PCS. Il y a beaucoup à faire : dresser le bilan du forum de Huehuetenango; examiner les rapports financiers; discuter des élections nationales imminentes et de leur impact sur notre travail; planifier les événements à venir et parler de stratégies possibles pour l'élaboration des programmes. Avec des collègues de PCS, nous rencontrons aussi deux homologues, Kaqla et *Sector de Mujeres* (Secteur des femmes). Kaqla est un groupe d'intellectuelles et d'activistes mayas, *Sector de Mujeres* est un réseau d'organisations de femmes. Nous abordons leur analyse du contexte politique, les activités en cours et les difficultés à surmonter. Nous repartons avec de nouvelles idées sur la façon dont PCS peut aider à renforcer le leadership des femmes dans la région.

### Réunion à l'ambassade du Canada

Notre dernière réunion au Guatemala est avec l'ambassadeur du Canada et le responsable canadien du développement. Alison et moi-même sommes accompagnées de deux membres du personnel de PCS et deux autres collègues, Luz Mendez et Claudia Paz. Luz coordonne *Actoras de Cambio*, alors que Claudia dirige l'Institut d'études en criminologie

comparée du Guatemala (ICCPG), un institut universitaire voué aux droits de la personne, aux politiques en matière de justice pénale et aux questions relatives à la sécurité.

L'ICCPG et *Actoras de Cambio* font partie intégrante d'un programme régional mis sur pied par PCS avec Inter Pares pour contrer la violence sexuelle envers les femmes pendant les conflits armés dans trois pays d'Amérique latine – le Guatemala, le Pérou et la Colombie. C'est un programme holistique qui poursuit quatre objectifs : redonner leur pouvoir aux femmes touchées par la violence sexuelle au

moyen de processus de guérison; étudier les possibilités de poursuites judiciaires dans les cas de violence sexuelle commise pendant les conflits armés; faire du travail de sensibilisation sur le caractère criminel de la violence sexuelle auprès du public, du gouvernement et de la société civile; et renforcer la capacité des survivantes d'influencer les plans de réparation afin d'y intégrer les besoins des femmes et leurs points de vue.

Aujourd'hui, nous rencontrons l'ambassadeur et le responsable canadien du développement pour leur présenter Claudia et Luz et expliquer les diverses facettes du programme qui reçoit des fonds de l'Agence canadienne de développement international (ACDI). C'est aussi l'occasion d'établir des rapports entre l'ambassade et nos homologues, pour faire bénéficier chaque partie du soutien et de l'analyse de l'autre. Nous en profitons pour souligner à quel point il est important que le gouvernement du Canada appuie – sur le plan politique et financier – ce travail aussi important que délicat.

Au moment des dernières accolades dans le corridor, je rappelle à Luz et à Claudia que nos partisans et nos partisans du Canada se battent aussi à

leurs côtés. En leur disant au revoir, j'ai tout à coup l'impression merveilleuse d'être moi-même une sorte d'ambassadrice de la solidarité et de l'encouragement de milliers de personnes qui, bien qu'à des milliers de kilomètres, sont aujourd'hui présentes par l'esprit.

*La version intégrale de ce récit fait l'objet d'un photoreportage sous la rubrique Publications du site Web d'Inter Pares, à [www.interpares.ca](http://www.interpares.ca).*

Inter Pares et PCS ont appuyé les organisations de réfugiés guatémaltèques au Mexique durant les années 1980 et ont accompagné leur retour au Guatemala dans les années 1990. Aujourd'hui, Inter Pares et PCS soutiennent des organisations de la société civile dans leur quête de vérité, de justice et de réparation pour les crimes commis pendant la guerre, y compris le recours systématique à la violence sexuelle comme arme de guerre. Nous nous intéressons aussi de plus en plus à la promotion et à la protection des droits des populations migrantes, dont la sécurité est de plus en plus menacée par la militarisation de la frontière entre le Mexique et le Guatemala qui devient « l'ultime frontière » entre l'Amérique centrale et les États-Unis.

 **Inter Pares**

ISSN 0715-4267

221, av. Laurier Est, Ottawa (Ontario) Canada K1N 6P1  
Tél. (1-613) 563-4801 ou (1-866) 563-4801 (sans frais)  
Télé. (1-613) 594-4704 [www.interpares.ca](http://www.interpares.ca)

Avec le soutien de milliers de Canadiennes et de Canadiens, Inter Pares travaille au Canada et à travers le monde avec des organisations qui partagent l'analyse selon laquelle la pauvreté et l'injustice sont causées par les iniquités entre les nations et au sein de celles-ci. Inter Pares et ces organisations agissent en faveur de la paix et de la justice socio-économique dans leurs collectivités et leur société.

Organisme de charité enregistré (NE) 11897 1100 RR000 1.  
La publication de ce *Bulletin* est subventionnée par l'Agence canadienne de développement international.

